

## Le Grand Nord, nouvel espace géopolitique

Thierry Garcin

Le monde arctique est désormais tributaire du réchauffement de la planète : modifications de la banquise, des ressources halieutiques, des voies maritimes russe et canadienne. De vastes gisements pétroliers et gaziers (mer de Barents), l'exportation terrestre et maritime des matières premières, le développement des méthaniers, les risques de pollution nucléaire (péninsule de Kola russe), les enjeux de souveraineté et les zones d'influence, de même que l'importance de la région pour la *Missile Defense* américaine, sont autant de dossiers-clés pour cet ensemble géostratégique évolutif.

Les raisons de s'intéresser au Grand Nord arctique sont de plus en plus nombreuses. À ce titre, il est heureux que 2007-2008 ait été déclaré Année polaire internationale (près de 70 nations devraient s'y associer).

D'abord, le réchauffement de la planète est devenu une réalité incontestée : les changements climatiques sont en cours. La calotte glaciaire continue à fondre depuis les années 1970 : les cartes-satellites l'illustrent à l'envi, ainsi que les relevés de sous-marins nucléaires américains et soviétiques, outre les commandants de brise-glaces et de bateaux d'expédition polaire. Cela est d'un grand effet à long terme, pour quantité d'activités humaines, pour l'habitat, pour la faune et pour la flore.

Le niveau de la mer s'élève : dans l'absolu, si les glaces du Groenland fondaient totalement, la hausse serait de sept mètres. La salinité des eaux se modifie : si la banquise est salée, les icebergs sont constitués d'eau douce puisqu'ils proviennent des glaciers. Les courants évoluent : l'eau froide, issue de la fonte polaire, s'enfonce sous le *Gulf Stream*. Les ressources halieutiques et la pêche sont touchées : habitués à une température appropriée, les poissons migrent et l'on se souviendra que la morue est l'une des grandes ressources de la Norvège (la pêche y est le deuxième poste d'exportation) (1). L'érosion des glaciers est patente : si l'Antarctique est un véritable continent (14 millions de km<sup>2</sup> soit 1,7 fois le Brésil) qui culmine à 5 140 mètres et reste loin des hommes (à 3 600 kilomètres du Cap), l'Arctique est bel et bien un océan pourvu d'une multitude de glaciers, dont les îles sont habitées et proches de grands centres humains (Canada, pays scandinaves, Finlande, Russie...). L'exploitation des ressources naturelles en mer (pétrole et gaz) devient considérable : les Américains *via* l'Alaska, les Norvégiens et les Russes *via* la mer de Barents. Les écosystèmes se transforment : populations autochtones, peuplement, économie, transports, tourisme.

Bref, l'Arctique se réchauffe plus vite que toute autre région du monde, la mer de Barents étant particulièrement concernée. Sans céder au lyrisme écologique, on peut affirmer qu'au cours du XXI<sup>e</sup> siècle, les changements sont certains (2).

## *Les intérêts des puissances*

### Le cas canadien

Ce sont les États-Unis qui soulèvent au nord du Canada le plus de difficultés. En effet, ils ne reconnaissent pas les eaux de cette étendue glacée du Grand Nord canadien comme des eaux intérieures canadiennes, affirmant qu'il s'agit de haute mer et, pour le fameux passage du Nord-Ouest, d'un détroit international (interprétation partagée par l'Union européenne). Dans un *Livre blanc* de 1987, le Canada avait développé la « stratégie des trois océans » : Pacifique, Arctique, Atlantique (3).

Washington n'a pas manqué de provoquer plusieurs fois le Canada en Arctique : en 1969, en engageant sans autorisation dans le passage le pétrolier *Manhattan* (sens Ouest-Est), ce qui n'a pas empêché le bâtiment d'être pris par les glaces à huit reprises ; en 1985, en y faisant naviguer le brise-glace *Polar Sea*, ce qui a conduit le Canada à tracer une ligne de base, aussitôt contestée. Malgré les promesses du nouveau Premier ministre (2006), les moyens pour le Canada de faire valoir ses droits sont réduits : l'universitaire québécois Frédéric Lasserre relève que « dans les années 1980, 26 patrouilles (aériennes) de souveraineté étaient organisées en moyenne par année ; en 2000, on n'en a compté que 4 pour tout le territoire nordique » (4). Les brise-glaces sont peu nombreux, peu puissants, peu présents et ne peuvent travailler l'hiver. Dans les années 1980, le Canada avait même étudié sérieusement l'achat d'une douzaine de sous-marins nucléaires d'attaque (SNA).

Évidemment, il faut rappeler que les États-Unis n'ont jamais signé la convention de Montego Bay (1982) sur le droit de la mer. Bref, il s'agit d'un face-à-face juridique, où les deux partenaires s'entendent pour ne pas s'entendre ; mais jusqu'à quand ? Il s'agirait plutôt d'un *gentleman agreement*, si l'on était sûr qu'il s'agisse d'un véritable accord et que l'Amérique soit un *gentleman*.

Ce passage du Nord-Ouest n'est ouvert que quelques semaines d'été (fin juillet-fin septembre, d'Est en Ouest) et, même si la fonte de la banquise permanente se poursuit (son épaisseur s'est réduite de plus de 40 % depuis 1958), on n'imagine pas à horizon humain une voie d'eau ouverte toute l'année. Cela dit, un transit estival permettrait un raccourci appréciable : le trajet Londres-Tokyo y gagnerait 7 600 kilomètres, par rapport au canal de Panama réputé pénalisant (à écluses, lent, engorgé même s'il sera prochainement élargi). Au nord-ouest, la mer de Beaufort recèlerait des gisements de pétrole significatifs.

### Le cas américain

Le Grand Nord a toujours été essentiel pour les États-Unis, y compris pendant la guerre. Durant les rapports Est-Ouest, le Canada a constitué une frontière naturelle, surtout avant l'apparition des missiles intercontinentaux. On se rappelle d'ailleurs l'angoisse des dirigeants américains lors du lancement du *Sputnik* soviétique en 1957 : à la place du satellite, il était facile de placer à court terme sur le missile une ogive nucléaire, ce que s'empresseront de faire les Soviétiques avec leur palissade de missiles intercontinentaux sol-sol. Vingt minutes inexorables (le missile n'est pas « rappelable ») auraient suffi pour

atteindre des mégapoles américaines, *via* le pôle Nord. Les bombardiers lourds soviétiques des années 1950 étaient lents, pouvaient être abattus dans le meilleur des cas, avaient à franchir les glaces du Canada. Et le réseau d'alerte avancée *Nadge* pouvait tenter de donner l'alerte. Le Canada était bien un *limes* stratégique, véritable « marche » géopolitique. De plus, les sous-marins nucléaires stratégiques américains pouvaient aller se tapir sous la banquise.

L'Alaska, vendu par la Russie aux jeunes États-Unis en 1867 (n'oublions pas que Saint-Pétersbourg avait des visées sur la côte ouest américaine), est riche en pétrole, bien que celui-ci ne représente que 22 % de la production du pays. Les Américains gardent sous le coude les réserves de l'Alaska, entre autres pour des raisons obligées : c'est loin, le pétrole est profond, c'est coûteux, les réserves sont modestes, le Congrès est hostile à de nouvelles prospections, BP vient de fermer (2006) des exploitations pour cause de fuite. L'Alaska avait aussi connu une dévastatrice marée noire (*Exxon Valdes*, 1989), polluant 1 700 kilomètres de côtes.

Enfin, il faut remarquer que l'archipel des Aléoutiennes, chapelet de 150 îles peu peuplées (12 000 habitants) et fermant la mer de Béring, prolonge l'Alaska dans l'Asie du Nord-Est, au contact de la péninsule russe du Kamchatka et en direction du Japon (deux îles furent brièvement occupées par les Japonais en 1942-1943). Les Aléoutiennes avaient été également vendues par la Russie aux États-Unis en 1867.

### Le cas danois

Le Groenland fut géré par les Américains durant la Seconde Guerre mondiale (facilités navales et bases aériennes, encore aujourd'hui à Thulé). Les États-Unis ont un intérêt majeur à conserver un lien rigide avec ce territoire, compte tenu du rôle essentiel de ces étendues dans la mise en oeuvre du bouclier antimissiles *Missile Defense*, par accord négocié avec le Danemark (5).

Le Groenland, comme les îles Féroé, est depuis la guerre, traversé par un fort courant indépendantiste. Colonie jusqu'à la constitution danoise de 1953, il devint région jusqu'en 1979 et envoya deux députés au parlement de Copenhague (sièges qui peuvent encore aujourd'hui influencer sur la vie politique de la métropole). Le territoire était sous tutelle d'un ministère spécial du Groenland, avec un gouverneur. L'autonomie, vite étendue, ne fut conférée qu'à partir de 1979 (deux ans après l'institution d'une Conférence circumpolaire Inuit associant les peuples de l'Alaska, du Groenland, du Canada et de Sibérie), avec création d'un gouvernement et d'un Parlement, outre la reconnaissance de la langue et du drapeau. Sécurité, monnaie, justice, droit civil et familial, exploitation du sous-sol relèvent, entre autres, de Copenhague. Un Commissaire du royaume réside dans la ville principale, Nuuk. En 1984, le Groenland s'autoproclama « dénucléarisé », en compagnie de l'Islande et des îles Féroé danoises. Le Groenland ayant souhaité son retrait de la CEE (à laquelle avait adhéré le Danemark en 1973), celui-ci fut effectif en 1985. Le Groenland fut alors exempté par la CEE de droits de douane sur les produits de la pêche et monnaya chèrement des droits de pêche pour l'Europe communautaire (6).

La glace s'étend sur 1,8 million de km<sup>2</sup> (7), mais la population (57 000 habitants, fortement urbanisés) réside pour les deux tiers sur la côte ouest, aux eaux libres de glace. Peu

d'activités en dehors de la pêche (chasse aux phoques, services et administration surtout), peu de minerais exploités, de moins en moins de Danois de métropole, chômage et alcoolisme se répandent. Il s'agit donc d'une économie artificielle, dépendante en grande partie des aides directes de Copenhague.

### Le cas russe

Le passage du Nord-Est, soviétique puis russe, est intéressant à mentionner sur le plan géopolitique. Il permettrait en théorie de rejoindre deux parties de la Russie qui n'ont jamais été associées, sinon par la conquête et par la colonisation (XVI<sup>e</sup> et surtout XVII<sup>e</sup> siècle) : la Russie d'Europe, dont personne ne sait où elle s'arrête, encore moins les Russes (l'Oural n'étant qu'une ligne de partage parmi d'autres) ; la Russie d'Extrême-Orient.

Cette péninsule russe du Pacifique, très peu peuplée aujourd'hui, n'a jamais été reliée à Moscou : la Sibérie est un immense désert naturel fort riche en ressources (gaz, pétrole, minerais), convoité de surcroît par la Chine dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La route est une voie d'accès toujours impraticable (il y a onze fuseaux horaires de l'extrême-ouest à l'extrême-est du pays). Le train, transsibérien, est aléatoire, lent et compliqué (il n'a d'ailleurs jamais été convenablement doublé, malgré la puissance industrielle de l'Union soviétique). Seul, l'avion peut s'affranchir de cet espace presque incommensurable qui fait de la Russie éternelle un pays profondément bicéphale, mais le franchissement aérien ne se fait, par définition qu'au bénéfice de quelques *Happy few*.

Reste le bateau. L'unique sortie praticable tout au long de l'année se fait par la péninsule de Kola, frontalière de la Norvège (et encore, les sous-marins soviétiques devaient-ils tromper le barrage occidental Groenland-Islande-Royaume-Uni (GIUK) et les systèmes d'écoute Groenland-Islande-Féroé (*Sosus*) ; car, versant Pacifique, Petropavlovsk est pris par les glaces en hiver, Vladivostok étant situé beaucoup plus bas et de plus tributaire des détroits japonais. On comprend que les Russes aient développé sur le plan maritime un complexe obsidional. En 1987, le nouveau secrétaire général Gorbatchev avait essayé de desserrer l'étau, avec un plan ambitieux pour l'Arctique contenu dans le fameux discours de Mourmansk.

Le passage du Nord-Est aurait donc l'avantage de permettre le cabotage de fleuve à fleuve dans la partie orientale de la Russie (les fleuves coulant du Sud au Nord, à l'inverse de la partie occidentale). Le président Poutine a justement ironisé, presque heureux de l'effet de serre et d'une augmentation à terme de quelques degrés de température pour son pays. De fait, le passage du Nord-Est commence à être utilisable de juillet à octobre, voire novembre. Mais il faut savoir raison garder : se frayer un passage au nord de la Russie exige des brise-glaces à énergie nucléaire. Est-ce vraiment la priorité financière de Moscou ?

### *La question-clé de la mer de Barents*

La mer de Barents est devenue dans le Grand Nord une région d'importance. Tromsø, dans le tiers nord du continent norvégien, avait souvent été la base arrière des expéditions

polaires (s'y trouve l'Institut polaire de Norvège). Durant la guerre, la région a eu une dimension stratégique : route du fer, bataille de l'eau lourde, rôle des convois transatlantiques en route vers Mourmansk (port russe de la péninsule de Kola), patrouilles de sous-marins allemands, installations de stations météorologiques. Par la suite, ce fut, avec la Turquie, le seul point de tangence entre l'URSS et l'Alliance atlantique. Oslo avait été membre de l'Otan sous conditions : pas de troupes étrangères, pas de transit ou d'accueil d'armes nucléaires. La Norvège et la Russie y sont frontalières, la Finlande et la Suède ne bordant pas la mer de Barents. Désormais, cette zone riche et prometteuse est sur le devant de la scène.

D'abord, les ressources halieutiques y sont abondantes sur le versant norvégien, à cause du *Gulf Stream* qui longe toute la côte et dont la température est d'ailleurs altérée par la fonte glaciaire. La moitié des 15 600 pêcheurs norvégiens (2004) résident dans le tiers nord du pays (60 % des bateaux de pêche), lui-même peu peuplé. Les autorités ne masquent pas leur inquiétude, conscientes qu'elles sont des risques d'émigration (8 000 Russes vivent en Norvège) en provenance d'une péninsule de Kola pauvre et délaissée par Moscou. Le souci est réel, d'autant plus que l'aquaculture à terre, qui fixe les hommes, représente la moitié des activités liées à la mer. Dès le milieu des années 1970, des accords bilatéraux avaient été conclus, dans une zone où les garde-côtes (qui surveillent une superficie six fois plus grande que la Norvège continentale) ont fréquemment maille à partir avec les pêcheurs espagnols contrevenants (8). La « zone grise » entre la Norvège et la Russie, partie d'un plus vaste secteur où s'exercent des revendications croisées sur la délimitation entre les deux pays, fait heureusement l'objet d'un accord provisoire de pêche.

Cependant, ce sont les découvertes entreprises dès les années 1960 en matière de pétrole (exploitation dans les années 1980) qui ont changé la donne, avant que le gaz ne s'impose récemment comme un autre pactole, au point que le pays est devenu le troisième exportateur mondial de pétrole et de gaz naturel (respectivement, le huitième et le septième producteur). À titre d'exemple, la Norvège assure 25 % des besoins en gaz de l'Allemagne et près de 30 % de la France (9). Le considérable gisement de gaz de Snohvit permettra dès 2008 des exportations par méthanières (10). Du côté russe, Shtokman est devenu le gisement de gaz en mer le plus important du monde.

Les Norvégiens sont également inquiets d'une possible entente américano-russe contraire à leurs intérêts (par exemple, envoi de déchets nucléaires américains en Russie, en contrepartie d'une aide américaine à la dépollution de la péninsule de Kola, surnommée la « poubelle nucléaire », véritable « dépotoir » de sous-marins nucléaires ex-soviétiques en déshérence) (11). Non loin, l'archipel inhabité de la Nouvelle-Zemble, qui sépare la mer de Barents de la mer de Kara, a longtemps servi de polygone de tirs nucléaires : s'y trouvent de nombreux effluents et déchets solides nucléaires, outre des réacteurs nucléaires de brise-glaces, de bâtiments de surface et de sous-marins, envoyés par le fond sans grande précaution.

C'est évidemment le transport du pétrole qui suscite à terme les plus grandes inquiétudes, compte tenu de lourds facteurs. En effet, la marée noire est une véritable épée de Damoclès. L'obscurité règne une grande partie de l'année ; le climat est souvent sévère et les conditions météorologiques sont rudes ; les distances sont grandes, les moyens de remorquage sont limités et difficiles à répartir ; la côte est particulièrement dentelée ; l'eau froide absorbe moins bien les produits de la pollution que l'eau plus chaude. Le naufrage du *Prestige* (2002),

au large de l'Espagne, est resté gravé dans la mémoire des experts et responsables norvégiens, lesquels ne cessent de demander un éloignement du « rail » à 50 kilomètres des côtes (12). De surcroît, les pétroliers en provenance de Mourmansk seront de plus en plus nombreux à longer les côtes norvégiennes, *a fortiori* si un nouvel oléoduc russe dessert la péninsule de Kola.

### *Le cas d'école de l'archipel du Svalbard*

Situé à mi-chemin entre le cap Nord (nord de la Norvège) et le pôle Nord (entre le 77° et le 80° Nord, l'île de Ross jouxtant le 81°, les îles russes François-Joseph étant à peine plus proches du pôle), l'archipel du Svalbard est plus connu en France sous le nom de Spitzberg, l'une des quatre îles principales (plus 150 petites îles). Recouvert de glace à 60 %, vaste comme deux fois la Belgique, peu peuplé (1 900 habitants, dont 1 700 à Longyearbyen, ancienne ville minière), avec un sommet à 1 717 mètres, le Svalbard a été découvert par le hollandais Barents en 1596 (des Vikings dès le XII<sup>e</sup> siècle ?). La chasse à la baleine, la pêche, la chasse au gros gibier, l'exploitation du charbon aussi, les expéditions vers le pôle, attirèrent nombre d'aventuriers. Ballons (le Suédois *Andrée* partit de la plage caillouteuse et glacée de Virgohamm, avant de s'abîmer en mer) (13), dirigeables, ancienne station de *Zeppelin* à la base scientifique de Ny-Alesund où travaillent encore quelques dizaines de scientifiques de diverses nationalités, jusqu'aux Sud-Coréens et aux Chinois, avions, traîneaux, etc., ont permis cette quête du pôle, fréquemment tragique. Plus loin au nord, la station de Kinnvika est encore intacte : lieu de nulle part, dans un site magnifique et désolé, comme surgi de la création du monde, elle avait servi aux Suédois pour un hivernage en 1957-1958, célèbre année géophysique internationale. Des chercheurs y ont de nouveau séjourné dans les années 1960, puis à l'hiver 2005-2006 (observation des ours polaires).

De souveraineté norvégienne depuis le traité de Paris de 1920 (14) (9 parties à l'origine dont la France, 39 aujourd'hui, aux droits égaux, le traité restant « ouvert »), le Svalbard est exceptionnel sur le plan juridique. Restrictions militaires (ni base navale ni garnison) (15), non-discrimination entre les nationalités, concession aux Soviétiques-Russes (on peut visiter les installations de Barentsburg, quasiment à l'abandon, station météorologique, 500 personnes dont 23 enfants), maintien strict de l'environnement... Sous tutelle administrative du ministère de la justice, doté d'un gouverneur ayant pouvoir de police, le Svalbard accueille également par roulement des centaines d'étudiants dans son centre universitaire dynamique. La Norvège a tout intérêt à maintenir une population nationale significative.

### *Un avenir incertain*

Réchauffement de la planète, rôle éminent des ressources naturelles (pétrole et gaz, minerais) dont les réserves sont réputées considérables (en fait, les spécialistes avouent volontiers connaître fort mal la géologie des lieux), menaces sur la pêche, risques renouvelés de marées noires, litiges sur les délimitations maritimes ou sur le statut des mers et eaux,

mouvements indépendantistes, spécificités de la mer de Barents et du Svalbard norvégien, traitement des déchets et gestion des installations nucléaires ex-soviétiques, importance de la région pour la mise en place d'un bouclier antimissiles américain..., on le voit, les raisons sont nombreuses et fortes pour que le Grand Nord arctique occupe toute sa place. C'est désormais un espace pleinement géopolitique, géostratégique et géo-économique. Pour le meilleur : le respect du droit et la coopération internationale ; pour le pire : les catastrophes naturelles ou techniques, les rivalités, les antagonismes.

En tous cas, les initiatives ne manquent pas : le programme Barents 2020 de coopération régionale est dirigé vers le développement, la recherche et la mise en valeur des activités économiques, outre la protection de l'environnement. La Norvège souhaite attirer la Russie par son savoir-faire et ses réussites dans l'innovation, promouvant le partage des connaissances, compte tenu de son avance remarquable dans certains domaines. Un large échantillon de plantes vivrières seront congelées dans une cavité du Spitzberg en 2007, « au cas où... ». L'explorateur français Jean-Louis Etienne mesurera en 2007 l'épaisseur de la banquise, du haut d'un dirigeable, le *Pole Airship*. La goélette *Tara*, volontairement emprisonnée par les glaces, étudiera jusqu'en 2008 les changements climatiques. Et l'Année polaire internationale 2007-2008 devrait susciter la curiosité et mobiliser les volontés.

Pour l'heure, rien ne dit que le sort du Grand Nord arctique est joué.

### **Thierry Garcin**

Maître de conférences à HEC, producteur délégué à Radio-France, directeur de séminaire au Collège interarmées de défense, Thierry Garcin est l'auteur notamment de *Les Grandes Questions internationales*, Economica, 2001.

- (1) On connaît l'hostilité traditionnelle des pêcheurs norvégiens à l'intégration dans l'Europe communautaire : vote négatif aux référendums de 1972 et de 1994, alors que l'adhésion était acquise.
- (2) Pour la problématique de l'Arctique (définition, caractéristiques...), les travaux de l'amiral René Besnault font autorité : *Géostratégie de l'Arctique*, Economica-Institut de stratégie comparée, 1992.
- (3) On rappellera que, dominion britannique depuis 1917, Terre-Neuve ne fut rattachée avec difficulté au Canada qu'en 1949.
- (4) « L'impact géopolitique des changements climatiques. L'expérience canadienne », *Diplomatie Magazine*, n° 9, juin-juillet 2004. Et : « Le Passage du Nord-Ouest : future route maritime ? », *Relations internationales et stratégiques*, n° 42, 2001.
- (5) Pour simplifier, le système de bouclier antimissiles américain dépend officiellement : des États-Unis, aujourd'hui ou à terme (Dakota du Nord, Alaska, Massachusetts, Californie, îles Aléoutiennes) ; de l'étranger (Danemark, Royaume-Uni, Corée du Sud, Norvège, îles Marshall).
- (6) Les îles Féroé ont toujours refusé d'adhérer à l'Europe communautaire.
- (7) Les spécialistes assurent que la température moyenne a augmenté de 1,5 °C dans les trente dernières années.
- (8) En 2005, 2 378 navires inspectés (dont 984 norvégiens et 713 russes). Dans la zone du Svalbard, où les Russes n'acceptent pas le principe du contrôle norvégien et ne signent pas les documents d'inspection : 426 inspectés (dont 220 russes et 105 norvégiens). Les garde-côtes, qui insistent sur

l'augmentation du trafic maritime (transport de pétrole, croisières, pêche illégale...) et des tâches de plus en plus variées, ont à leur disposition 21 bateaux, six hélicoptères et deux avions.

(9) Jonas Gahr Store, ministre des affaires étrangères : « *The High North, top of the world, top of the agenda* », CSIS, Washington, 15 juin 2006. Lire aussi, du même auteur : « *A sea of opportunities. A sound policy for the High North* », University of Tromsø, 10 novembre 2005 ; et « La Norvège, la France et le Grand Nord », *Nordiques*, n° 9, hiver 2005-2006.

(10) Le gaz (Gaz naturel liquéfié, GNL) est liquéfié à -162 ° ce qui réduit de 600 fois son volume. 150 méthaniers dans le monde en 2005 (ou à sphères ou – plus récemment – à membrane) servant 25 pays dont 12 exportateurs. Premier constructeur de méthaniers : la Corée du Sud, deuxième le Japon. Les Chantiers de l'Atlantique livreront fin 2006-début 2007 trois méthaniers à membrane de grande capacité. Les transactions de GNL représentent 22 % du commerce mondial de gaz naturel (source Gaz de France, qui est présent en Europe du Nord, en Afrique et au Moyen-Orient). Deux terminaux en France. À noter le vif débat au Québec, territoire périphérique à l'Arctique, sur la nécessité de ports méthaniers.

(11) La Norvège a aidé financièrement au démantèlement de sous-marins nucléaires exsoviétiques. Le naufrage tragique du sous-marin nucléaire russe *Koursk* (2000) reste dans toutes les mémoires.

(12) Chaque jour, relevait en mars 2004 Svein Ludvigsen, ministre norvégien de la Pêche, au moins deux super-pétroliers accostent à Sture/Mongstad (Sud-Ouest de la Norvège) et font le plein de pétrole. Ce sont des pétroliers de près de 400 000 tonnes ; ce qui représente plus de cinq fois le tonnage du *Prestige*.

(13) On y voit encore les restes du hangar. En juin 2006, à l'invitation des autorités norvégiennes, l'auteur a participé à un voyage scientifique dans l'ensemble du Svalbard sur le bateau norvégien d'exploration polaire, le *Lance*.

(14) Souveraineté nominale en 1920, effective en 1925. L'URSS adhèrera au traité en 1935.

(15) Cette démilitarisation n'empêchera pas l'Allemagne d'occuper le Svalbard (1942-1943), pour lutter contre les convois américains vers Mourmansk et installer des facilités météorologiques. Le *Tirpitz* et le *Scharnhorst* se chargèrent de bombarder installations et habitants.

## **Revue des revues, sélection de décembre 2007**

Thierry Garcin : « Le Grand Nord, nouvel espace géopolitique »  
article publié initialement dans *Défense Nationale*, novembre 2006.

### Traducteurs :

Anglais : *Défense Nationale*

Arabe : Selmane Ayache

Chinois : Yan Suwei

Espagnol : Roberto Rueda Monreal

Russe : Martha Kouznetsova

### Droits :

© *Défense Nationale* pour la version française

© Selmane Ayache /Bureau du Livre de l'Ambassade de France en Algérie pour la version arabe

© Yan Suwei /Centre culturel français de Pékin pour la version chinoise

© Roberto Rueda Monreal /Institut français d'Amérique latine pour la version espagnole

© Martha Kouznetsova /Centre culturel français de Moscou pour la version russe